"Pendant quarante ans, l'Oncle Hassan, une partie importante de ses jeunes fils (parmi lesquels Ali et Ayad) a longtemps vécu à Beyrouth, dans le quartier de Dahiyeh, bastion du Hezbollah". Mission Reconnaissance/Facebook

Article abonné

Entretien

EI Avec l'accord entre l'Iran et les États-Unis, "le Liban ne se dirige ni vers la paix ni vers la sécurité"

Par Jeanne Aubenger

Publié le 10/06/2016 à 18:00

Après l'annonce d'un protocole d'accord de paix conclu entre l'Iran et les États-Unis, quel sort attend le Liban toujours entravé dans la guerre par le Hezbollah ? Entretien avec Antoine Badeau, politologue, associé chez Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Derrière la promesse d'un conseil-le-lui inscrite dans le protocole d'accord entre les États-Unis et l'Iran, signé ce mercredi 15 juin à Versailles, le Liban apparaît une nouvelle fois comme la monnaie d'échange d'un Iran de fer qui le dépose. Les États-Unis et l'Iran s'engagent à une « *cessation immédiate et définitive des opérations militaires sur tous les fronts, y compris au Liban* ». Une « *sécurité* » pour le Hezbollah.

Selon le politologue Antoine Badeau, associé chez Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes, il s'agit au contraire d'une « *concession majeure* » faite à Téhéran, qui revient à considérer que « *le Liban est une colonie iranienne* ». À la veille d'une nouvelle ronde de discussions entre le Liban et Israël, l'accord venait ajouter la réglon risque, selon lui, de réaglisse davantage l'Iran libanais en relégueant un second plan l'enjeu central de sa souveraineté : le désarmement du Hezbollah. Entretien.

Marianne : Concernant le Liban, comment analyses-vous l'accord signé à Versailles ?

Antoine Badeau : C'est une concession majeure accordée par les États-Unis à l'Iran qui suggère que le Liban est une colonie iranienne. Cette position contredit totalement la politique américaine menée jusqu'à présent puisque les États-Unis avaient engagé le Liban et Israël dans des négociations directes au Pentagone et au Département d'État. D'ailleurs, un nouveau cycle de discussions est prévu la semaine prochaine. Les Américains ne sont pas coordonnées avec sa propre stratégie, qui consiste à désarmer le Hezbollah – considéré comme une organisation terroriste – à obtenir le retrait de Tsahal vers Israël et à renforcer l'armée libanaise afin qu'elle se déploie sur l'ensemble du territoire. Il est donc incompréhensible que les États-Unis concentrent aujourd'hui à une telle concession et considèrent le Liban comme une dépendance de l'Iran.

A LIRE AUSSI : Accord entre l'Iran et les États-Unis : mais qui a vraiment gagné la guerre ?

Pour ancrer, Trump vient d'arrêter la Syrie, pour la troisième fois en un mois, à rentrer au Liban pour soumettre le Hezbollah ! Donald Trump est dans une magnifique contradiction : après avoir accordé aux lieu vert à Israël pour y combattre le Hezbollah, puis où à Téhéran sa « colonie » libanaise, il sortie le même jour le président syrien à intervenir. C'est une politique de pyromane.

Comment Israël perçoit-il cet accord ?

Israël a détruit le Liban après que les Pasdarans ont ordonné au Hezbollah d'ouvrir le feu sur son territoire, le 2 mai dernier. Tant que le Hezbollah – qui siège au gouvernement à Beyrouth – refusera de se conformer aux décisions de l'État libanais en matière de désarmement et continuera d'obéir à Téhéran, Israël s'accorpera pas le verdict issu de cet accord irano-américain.

La question centrale, pour Israël, comme pour le Liban, demeure le désarmement du Hezbollah. Dans un État indépendant, il ne peut y avoir qu'une seule armée officielle. Or le Liban compte aujourd'hui l'armée régulière du gouvernement et le Hezbollah. La milice chiite a déjà provoqué la guerre de 2006 sans consulter le gouvernement auquel elle participait. Elle a ensuite entraîné le Liban dans le conflit de 2023 au nom du soutien à Gaza, pris en mais pour venger la mort de Khamenei. Jamais elle n'a agi pour les intérêts des Libanais. Aujourd'hui, le Hezbollah n'est plus comme un poison dans l'eau au Liban, même au sein de la communauté chiite car il a provoqué le déplacement de 1,2 million de personnes et que la guerre a fait beaucoup plus de morts au Liban qu'en Iran.

Est-ce que Trump, dont on dit que sa relation avec Netanyahou est compliquée en ce moment, va finir par le forcer à stopper son escalade au Liban ou, au contraire, maintenant qu'il a signé son accord, il va lui laisser carte blanche ?

Le Liban est un vaste immobilier d'Israël alors que l'Iran se trouve à plus de 2 000 kilomètres. La sécurité des localités israéliennes situées à la frontière nord fait l'objet d'un consensus politique en Israël et Netanyahou ne oublies pas, même pour faire plaisir à Trump. Par ailleurs, il y aura des décisions à l'automne dans l'État hébreu et l'annonciel demeure sur le sécurisé de sécuriser durablement cette frontière. Il sera donc très difficile de convaincre Netanyahou de se retirer tant que le Hezbollah conserves et utilisera ses armes.

A LIRE AUSSI : Iran - Trump, "lévrier", vest un accord, "mètre cil n'est pas rôle fou", pour pouvoir créer vicissitudes

Une fois le détruit d'Oriente vouvert, les pris de l'énergie stabilisés et les États-Unis sortis du conflit, qui veillera au respect du cessez-le-feu ? La France, compte tenu de ses liens historiques avec le Liban, peut-elle jouer un rôle ?

La France nouvrit cette ambition. Mais avoir associé la France, et plus encore Versailles, à la signature de cet accord a surtout servi les intérêts de Donald Trump. Cela lui a permis de maquiller un accord, qui est favorable à l'Iran, de l'revoiler dans un cadre prestigieux et de présence d'un chef d'État européen. Je suis toutefois convaincu que la France n'est pas dupe mais qu'elle ne veut pas brouiller son vrmer Trump.

En revanche, le président américain a désormais besoin de l'Europe et de la France. Dès le mois de mars, il avait appelé l'Otan et les Européens à prendre le relais de son armada dans le Golfe. Aujourd'hui, il ne réponé de la voir davantage impliquée dans la région. La France peut donc espérer jouer un rôle au Liban, notamment dans le nouveau cadre de relation politique et dans les discussions sur l'avenir de la Ford, dont le mandat expire le 31 décembre. Accepter que la signaturee ait eu lieu à Versailles pourra rire utile pour d'autres dossiers.

Vous parlez d'une victoire iranienne. Le Hezbollah et d'ailleurs appelé le pouvoir libanais à « tirer profit » du « moment charnière » de l'accord entre l'Iran et les États-Unis. Qu'est-ce que cela veut dire ?

C'est vrin simple : le Hezbollah pense qu'il finalisat abandonnant les négociations en cours à Washington, se placer sous la protection de l'Iran et reconnaître que le Liban est une colonie iranienne dont le destin serait décidé à Téhéran par le Guide suprême et les Pasdarans.

A LIRE AUSSI : "Le Liban est et sera sacrifié par tout le monde" : après la prise de Rassalim, un pays livré à lui-même

Une telle perspective ne sera pourtant jamais acceptée par l'État libanais...

Pendant quarante ans, l'État libanais et une partie importante de ce que l'on appelle l'État profond ont largement servi de sous-traitant au Hezbollah. Depuis six semaines environ, la situation évolue et les autorités sont contraintes à adapter des positions diplomatiques et politiques aussi-nécessaires, qu'elles n'étaient pas défendre auparavant. Aujourd'hui, le Liban est dirigé par un président de la République et un Premier ministre qui se réclament souverainistes ; alors que le président du Parlement reste aligné sur le Hezbollah. Mais il y a des « collaborateurs » qui occupent toujours des postes-clés sensibles dans l'appareil d'État qu'il convient d'écarter.

Il faut également souligner que l'ensemble des communautés libanaises sont horrifiés à l'éventuelle suicidaire du Hezbollah. Cette organisation a entraîné le pays dans trois guerres en vingt ans, contribué à sa destruction économique, participé à sa faillite, créé une industrie narco et conservé une influence considérable sur l'État profond.

Finalement, cet accord ne privilégie-t-il pas les intérêts de l'économie mondiale au détriment des enjeux de sécurité, notamment au Liban ?

Cet accord est une calamité pour les pays de la région. D'abord parce qu'il confère à l'Iran une position dominante dans le nouvel ordre régional qui va se dessiner. Ensuite, parce qu'il marque l'effondrement de la dissuasion américaine. Enfin, parce qu'il permettra à l'Iran, avec le bénéficiaire des États-Unis, de vassaliser les monarchies du Golfe afin de financer les quelque 300 milliards de dollars nécessaires à la reconstruction.

A LIRE AUSSI : Crisses-le-feu entre Washington et Téhéran : et le Liban dans tout ça ?

Le Liban est un sujet secondaire à l'échelle régionale, mais il se se dirige ni vers la paix ni vers la sécurité. Il est devenu l'un des principaux théâtres de l'affrontement entre Israël et l'Iran, le Hezbollah constituant la bruche méditerranéenne des Pasdarans.

Vous souhaitez donner votre avis sur cet article ? Lire les commentaires

Dans le même temps, le gouvernement libanais tente de reprendre le contrôle de son destin et de l'attacher à l'influence de Téhéran et de Tel-Aviv. Et pour y parvenir, il faudra nécessairement passer par le désarmement du Hezbollah, ce que toutes les communautés libanaises, y compris une partie grandissante de la communauté chiite, souhaitent ardemment.

Par Jeanne Aubenger

Marianne
PROFITEZ PLEINEMENT DE VOTRE EXPÉRIENCE ADAPTÉE ET AVEC LA NOUVELLE APPLICATION MARIANNE
Disponible sur Apple Store
Disponible sur Google Play

NOS ABONNÉS AIMENT

Accusations de viols contre Patrick Brunel : comment le chantour a échappé à la mise en détention

Doctolib
Grosses parties pour Doctolib : le rentabilité, c'est toujours pour demain

"Je suis effaré des libertés prises" : un ex-gourou sur les histoires de fils "La Bataille de Gaulle"

Ambitieuses, dans les bouches de Vitrine, les trajets suspects des collégiales de la mairie

PLUS DE MONDE

Entretien
EI Avec l'accord entre l'Iran et les États-Unis, "le Liban ne se dirige ni vers la paix ni vers la sécurité"
Jeanne Aubenger - 10/06/2016

Affaire de la Bourse de Paris
Affaire Lybanon : "L'Espagne compte deux fois plus de procureurs pour 100 00 habitants que la France"
Jeanne Aubenger - 10/06/2016

Entretien
EI Paul St-Pierre Plamondon, chef du parti québécois : "Nos peuples ne peuvent plus assumer leur identité"
Rachel Boulos - 10/06/2016

Mondial 24
EI "Une Italie plus virile" : Roberto Vannacci, ce général italien qui rêve de doubler Meloni par la droite
Axel Dumont - 17/06/2016

Entretien
EI Alerte sur la présidentielle : ces politiques sous influence étrangère
Hadrien Mathoux - 17/06/2016

Marianne

Au cœur de l'Histoire
Une cathédrale de Kiev bombardée : l'importance d'une attaque très symbolique
Frédéric Bauchet - 17/06/2016

Marianne

Vous souhaitez donner votre avis sur cet article ? Lire les commentaires

DÉCOUVREZ LE NUMÉRO DE LA SEMAINE
N° 1127 - 10/06/2016

S'ABONNER

LES ARTICLES LES PLUS LUS
1. "La Chine vient de faire voler en éclats la fiction des deux blocs/suite"
2. Fête de la musique : la préfecture de Paris interdit le concert des Insoumis, un bras de fer s'engage
3. Trop peu de sanctions pour les magistrats, médecins ou autres gendarmes ? Les vrais chiffres des professions réglementées
4. "Arrête d'avoir l'air d'un homme vieux" : le conseil de son entourage à Raphaël Glucksmann avant son meeting
5. Documentaire sur Patrick Brunel : des journalistes de Madiapart et Elle se sont vites fait arnaquer par Cîmes !

Marianne
Abonnez-vous

"LE GOÛT DE LA VÉRITÉ N'EMPÊCHE PAS DE PRENDRE PART"
ALBERT CAMUS